

Privatisation de La Poste

La privatisation programmée de La Poste s'inscrit dans un vaste et déjà ancien mouvement historique de détricotage des services publics nationaux, orchestré à l'échelle mondiale par les courants libéraux, au pouvoir dans la plupart des grands pays industrialisés de la planète.

Après la chute du mur de Berlin, les capitalistes, désormais sans adversaires, ont les coudées franches pour faire peser partout la loi du fric, et tirer à vue sur tous ceux qui défendent les solidarités collectives.

Mais pourquoi cet acharnement à privatiser les services publics?

On ne peut pas exclure des raisons idéologiques. Les états sont dans le collimateur. Selon les libéraux, ils s'occupent d'affaires qui ne les regardent pas. Ils devraient se consacrer exclusivement à leurs fonctions régaliennes, et surtout pas à l'économie, où

ils sont cause de pesanteurs et d'interventions liberticides.

Et puis tous ces fonctionnaires pléthoriques, paresseux, incompetents, toujours malades, toujours en grève, ces pelés, ces galeux, sont autant de parasites qu'on n'a plus les moyens d'entretenir. Un bon fonctionnaire est un fonctionnaire viré.

Passons rapidement sur les croyances naïves et quasi religieuses en les lois divines du Saint marché, et les vertus sacrées de la libre concurrence... Tous ces bavardages amusent le bon peuple, car les véritables raisons, sont des raisons économiques.

La réalité est en effet plus prosaïque.

La quantité de capitaux sur-accumulés entre les mains d'un nombre de plus en plus réduit de personnes est telle, qu'il devient de plus en plus difficile, d'année en année, de leur trouver un débouché rentable.

Ces capitaux flotants ne trouvent

plus à s'investir. L'industrie ne rapporte plus assez, et la spéculation financière est trop aléatoire pour certains. C'est pourquoi les états libéraux revendent leurs bijoux de famille à des prix bradés, afin d'offrir un os à ronger à ces milliardaires dont la voracité n'a pas de limites.

Mais ces raisons étant inavouables, comment justifier ces politiques auprès du public?

Quand on veut liquider un service public, on commence par le saboter. Vous connaissez le proverbe : « Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage ».

Pour démontrer que le service public est inefficace et ruineux, le gouvernement a délibérément dégradé la qualité du service postal.

Depuis 2002, 6000 bureaux de poste sur 17000 ont été supprimés, transformés ou abandonnés à la charge des communes. 50000 emplois ont été détruits. La moitié du personnel

est en contrat précaire. Les investissements sont réduits au minimum.

Le gouvernement accuse La Poste de n'être pas en capacité financière de réaliser les investissements nécessaires à sa modernisation. Mensonge! En réalité La Poste est bénéficiaire : elle a dégagé un bénéfice d'un milliard d'euros en 2007, et de 650 millions en 2008. Cet argent pourrait être investi dans son développement, plutôt que disparaître dans le tonneau des Danaïdes que sont les caisses de l'Etat.

On nous dit que les capacités d'emprunt de La Poste seront meilleures quand elle sera sous statut privé. Mensonge ! C'est exactement l'inverse !

Actuellement, l'entreprise nationale, cautionnée par l'Etat, peut emprunter à la Banque de France ou à la Caisse des Dépôts et Consignations à des taux très bas. Demain, comme société anonyme, elle devra emprunter sur les marchés financiers, à

des taux trois fois plus élevés!

Enfin, on nous dit que la Commission de Bruxelles nous oblige à privatiser tout ce qui bouge. Mensonge et imposture ! La seule contrainte qu'elle nous impose, c'est d'ouvrir nos marchés à la concurrence. Après on s'étonne que les gens se détournent de l'Europe !

Si nous ne réussissons pas à stopper le processus de privatisation de La Poste, quelles en seront les conséquences ?

Sans faire de procès d'intention, les exemples venus de l'étranger ne sont pas réjouissants. Il n'y a de privatisation heureuse nulle part.

En Suède, La Poste est privatisée depuis 1994. Le prix du timbre s'est haussé de 90%. Un tiers des emplois ont été supprimés. Sur 2000 agences postales, il n'en reste plus que 500.

Quant à la fameuse concurrence, elle était bidon ! L'ancien service public con-

trôle encore aujourd'hui 90% du marché postal.

En Allemagne, le prix du timbre s'est haussé de 103% en 5 ans.

En Hollande, les agences postales se sont transformées en drugstores, où on trouve de tout, même des timbres. Heureusement, comble de la modernité, elles utilisent les enfants pour distribuer les journaux publicitaires.

Finissons par le meilleur ! En Grande Bretagne, temple du libéralisme et sanctuaire de la libre entreprise, le fiasco est tel, que le gouvernement se voit contraint de renationaliser !

Est-ce cela que l'on veut pour la France ?

Partout, on nous implore de jeter aux orties ce qui marche bien chez nous, et d'imiter ce qui ne marche pas chez les autres, sous peine de passer pour des dinosaures.

Et bien qu'à cela ne tienne, soyons fiers d'être des dino-

saures, et refusons ces réformes réactionnaires et revanchardes qui visent à liquider les conquêtes économiques et sociales de la Libération, et même celles de 1936.

Les élus et les militants communistes feront tout ce qui est en leurs moyens pour assurer le succès de la votation citoyenne.

Jocelyn GERARD.